



Madame l'Inspectrice d'Académie,

Nouvelle cure d'amaigrissement dans l'Education nationale ou quand le gouvernement se prend pour DUCAN...

Pas sûr que le régime du Professeur Chatel soit aussi populaire que celui du fameux Docteur tant à la mode en ce moment...

Les résultats sont certes visibles mais le patient ne va plus tenir longtemps à ce rythme-là... Et pour cause ! Examinons de plus près l'ordonnance ministérielle.

1^{ère} prescription : Augmenter la taille des classes

C'est immanquablement ce qui va se faire à la rentrée prochaine dans certaines écoles. Certes, vous n'avez pas encore modifié les seuils d'ouverture et de fermeture de classes, comme préconisé par le Ministre, mais on se rapproche dangereusement de ces fameux seuils... et vous nous avez rappelé que ces seuils sont purement indicatifs... L'avenir s'obscurcit.

L'augmentation de la taille des classes peut aussi provenir de l'augmentation de la taille des écoles, selon divers effets de structures (fermeture d'écoles, gestion des élèves à l'échelle d'une commune, regroupements de différentes natures...).

C'est ce que vous faites en proposant cinq fusions....

2^{ème} prescription : Réduire les besoins de remplacement

Il s'agit pour l'académie d'explorer une voie qui consiste à organiser tout ou partie des sessions de formation continue en dehors des pics d'absence (automne et printemps) ou mieux, en dehors du temps scolaire (mercredi après-midi et pendant les vacances scolaires).

La disparition de 8 BD et BDFC suit parfaitement cette prescription

3^{ème} prescription : Baisse de la scolarisation des 2 ans

32% de 2 ans scolarisés dans la Marne il y a quelques années. 17% aujourd'hui... Cela se passe de commentaires. La diminution constante des postes en école maternelle ne permet plus que très rarement d'accueillir des 2 ans. Encore 10 fermetures contre 3 ouvertures et donc 7 postes perdus pour la maternelle.

4^{ème} prescription : Sédentarisation des enseignants « hors de la classe »

Les enseignants chargés de la prévention et du traitement des difficultés scolaires, dont le RASED, sont nommément visé par le Ministère. Et pour cause, puisque la réforme de l'enseignement primaire visait à la fois à recentrer les actions de l'école sur les apprentissages fondamentaux et à renforcer la capacité des enseignants à mieux prendre en charge la difficulté scolaire au sein de leur classe. CQFD !

Dans la Marne à la rentrée 2011, ce sont 6 postes de maîtres E et 7 de maîtres G qui disparaissent. Rien d'alarmant nous direz-vous puisqu'on ne fait que s'ajuster à la moyenne nationale...

A noter que même si un enseignant spécialisé n'était pas nommé sur ces postes, un enseignant classique assurait néanmoins une aide aux élèves en difficulté.

5^{ème} prescription : Supprimer les intervenants extérieurs en langue et les assistants étrangers

Le Ministère demande aux inspecteurs d'académie d'examiner dans quelles conditions des emplois d'intervenants extérieurs en langue vivante et d'assistants étrangers peuvent être supprimés sans nuire à la qualité de la formation dispensée aux élèves.

Vous répondez, Madame l'Inspectrice d'académie à cette injonction en fermant 5 postes d'assistants étrangers.

Pas étonnant qu'avec de tels remèdes notre patient « Education nationale » se sente patraque.

Nous aurions pu parler également du renforcement de l'efficience des emplois administratifs... mais ce n'est pas le propos de cette réunion...

Cette préparation de la rentrée 2011 dans la Marne illustre bien que rien n'échappe à cette chasse budgétaire qui explore les moindres recoins du système éducatif. Pour l'UNSA-Education, le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux montre là toute son absurdité. La recherche d'économies budgétaires broie désormais toute ambition éducative pour notre pays. Alors que la crise imposerait un investissement éducatif hors du commun, c'est exactement le choix inverse qui est fait.

Et nous ne sommes pas les seuls à le dire. En effet, le Comité d'Analyse Stratégique, rattaché au premier ministre, qui vient de rendre public un document riche d'enseignements sur la RGPP, démontre les piètres conditions d'encadrement dans l'Education nationale. La France présente – nous dit le CAS - le taux d'encadrement le plus faible, tous niveaux et tout établissement confondus avec seulement 6.1 enseignants pour 100 élèves.

Non, il n'y a pas trop d'enseignants, comme le gouvernement se plait à le dire depuis quatre ans. Il s'agit bien là, au contraire, d'une orientation idéologique pensée en cohérence et mise en œuvre pour affaiblir le service public.

Pas étonnant que dans ces conditions on note un profond mal-être chez nombre de nos collègues et une perte de confiance non moins préoccupante chez les parents d'élèves envers le système éducatif.

C'est pourquoi l'UNSA-Education Marne demande dans l'immédiat, un moratoire sur ces suppressions d'emplois et vote contre les mesures de carte scolaire que vous nous imposez.

Pour l'avenir, nous exigeons du Ministère un réel projet ambitieux pour l'Ecole de la République.